



Assemblée générale

Distr. générale
22 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 75 b) de l'ordre du jour provisoire*

Promotion et protection des droits humains :
questions relatives aux droits humains, y compris
les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif
des droits humains et des libertés fondamentales

Promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Fabián Salvioli, présenté en application de la résolution [45/10](#) du Conseil des droits de l'homme.

* [A/76/150](#).



**Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion
de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties
de non-répétition, Fabián Salvioli**

**Mesures de justice transitionnelle et approches à adopter face
au legs des violations graves des droits humains et du droit
international humanitaire commises dans les contextes coloniaux**

Résumé

Le présent rapport porte sur la conception et l'application de mesures visant à répondre aux violations graves des droits humains et du droit international humanitaire commises dans les contextes coloniaux, dans les domaines de la vérité, de la justice, de la réparation, de la commémoration et des garanties de non-répétition. Il présente les défis, les bonnes pratiques et les enseignements correspondants et contient des recommandations à l'intention des États dans lesquels des formes de colonisation subsistent, des anciennes puissances colonisatrices et des anciennes colonies.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Nécessité d'examiner les violations graves des droits humains commises à l'époque coloniale	3
III. Contextes coloniaux et défis de la justice transitionnelle.	5
IV. Éléments de justice transitionnelle appliqués dans les approches adoptées pour faire face aux violations des droits humains découlant des périodes coloniales et des injustices historiques .	8
V. Conclusions	22
VI. Recommandations	23

I. Introduction

1. Le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Fabián Salvioli, soumet le présent rapport en application de la résolution 45/10 du Conseil des droits de l'homme. Il y analyse le rôle des mesures de justice transitionnelle dans l'approche adoptée pour faire face au legs des violations graves des droits humains et du droit international humanitaire commises dans les contextes coloniaux. Aux fins de l'élaboration du rapport, il a tenu trois réunions d'experts et des consultations ouvertes avec les États, des membres de la société civile, des victimes, des experts et d'autres parties prenantes. Il sait gré à tous ces acteurs des réponses reçues.

2. Le Rapporteur spécial a notamment pour mandat d'« étudier les tendances, les évolutions et les problèmes qui se posent et [de] faire des recommandations à cet égard » dans son domaine de compétence¹. La recherche de la vérité, la justice et la réparation des injustices coloniales constituent une dette dont le remboursement ne peut être remis à plus tard et qui présente des défis inhérents particulièrement bien adaptés à l'intervention du Rapporteur spécial. Avant de soumettre le présent rapport, celui-ci a abordé cette question dans ses communications avec les États².

3. D'autres titulaires de mandat ont examiné cette question, mais sous des angles différents. La Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a traité des obligations des États pour ce qui concerne les réparations dues au titre de la discrimination raciale qui trouve son origine dans l'esclavage et le colonialisme³. Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones a également examiné la question du colonialisme dans ses rapports sur la reconnaissance, la réparation et la réconciliation, et sur le droit à la terre⁴. Plus récemment, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a publié un rapport dans lequel elle soulignait la nécessité de s'attaquer au legs de l'esclavagisme, de la traite transatlantique des Africains réduits en esclavage et du colonialisme par l'application du principe de responsabilité et la réparation⁵.

II. Nécessité d'examiner les violations graves des droits humains commises à l'époque coloniale

4. Face à l'absence de réponse adéquate aux violations des droits humains et du droit international humanitaire découlant du colonialisme, et au constat que ces violations continuent d'avoir des effets négatifs aujourd'hui, il est important de souligner que les composantes et les outils élaborés par la justice transitionnelle ces 40 dernières années offrent des enseignements et des expériences qui peuvent être utiles face au legs de ces violations, certains étant d'ailleurs déjà utilisés.

5. L'une des critiques adressées à la justice transitionnelle est qu'elle se limite à traiter les conséquences, c'est-à-dire les violations des droits à la vie et à l'intégrité corporelle, et non les racines profondes des conflits, telles que la violence structurelle et l'exclusion systémique dans les sphères économiques, politiques et sociales. En

¹ A/HRC/RES/45/10.

² Voir, par exemple, les communications JPN 1/2016, KOR 2/2016, GBR 13/2020, KEN 3/2021, GBR 5/2021 et CAN 4/2021. Celles-ci sont disponibles à l'adresse suivante : <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

³ A/74/321.

⁴ A/HRC/EMRIP/2019/3/Rev.1 et A/HRC/45/38.

⁵ A/HRC/47/53.

outre, certains ont critiqué le fait que la justice transitionnelle ne s'intéresse pas suffisamment aux inégalités structurelles sous-jacentes et aux griefs historiques.

6. Néanmoins, la justice transitionnelle est particulièrement bien armée pour s'attaquer aux causes profondes de la violence coloniale, par la mise en place de mécanismes qui lui sont propres, à savoir des commissions de vérité dotées d'un mandat holistique et chargées de se pencher sur le passé colonial et les violations des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux ; des programmes de réparation qui remédient aux inégalités structurelles qui frappent particulièrement les victimes ; des excuses publiques qui restaurent la dignité des victimes ; des mesures de commémoration et d'éducation qui traitent de manière exhaustive les schémas, les causes et les conséquences des violations ; des garanties de non-répétition qui modifient les normes, structures et processus culturels et institutionnels qui perpétuent la discrimination, le racisme et l'exclusion des populations touchées. L'adoption transversale de mécanismes inclusifs auxquels la population participe de manière effective et active donne aux populations concernées des moyens d'agir et favorise la légitimité et la durabilité des approches adoptées pour faire face à l'héritage colonial et, en fin de compte, de la réconciliation.

7. Le Rapporteur spécial souligne que, si l'on veut que les processus de justice transitionnelle soient holistiques et véritablement complets, on ne peut laisser de côté l'héritage colonial le cas échéant.

III. Contextes coloniaux et défis de la justice transitionnelle

8. Le présent rapport porte sur le legs des violations découlant du colonialisme dans les contextes suivants :

- a) Les États coloniaux et autres contextes de dépossession et d'oppression de peuples autochtones et de personnes d'ascendance africaine ;
- b) Les anciennes colonies qui sont aujourd'hui des États indépendants. Ces contextes ont un dénominateur commun : les violations commises par le passé ont des répercussions directes et indirectes manifestes aujourd'hui.

A. États coloniaux et autres contextes de dépossession ou d'oppression de peuples autochtones et de personnes d'ascendance africaine

9. Dans ces cas, les colons qui sont arrivés et se sont installés dans de nouveaux territoires se sont appropriés les terres et les ressources des peuples d'origine, qui ont ainsi été dépossédés de leurs terres et déplacés. Dans de nombreux cas, la taille des populations autochtones a été drastiquement réduite en raison de maladies causées principalement par la dépossession et de massacres, lesquels ont parfois constitué des génocides. Une « logique culturelle d'élimination » était par ailleurs appliquée pour favoriser l'hégémonie des colons⁶, comprenant l'invasion et la dépossession, l'incarcération dans des réserves ou des missions, et des programmes d'assimilation aux caractéristiques brutales et inhumaines.

10. Dans ces contextes, les incidences du colonialisme demeurent manifestes dans la surreprésentation des personnes autochtones en détention, dans la méfiance

⁶ Voir Balint, Jennifer et Evans, Julie, « Transitional Justice and Settler States » (2011), Institute of Criminology, Sydney Law School, University of Sydney, disponible sur : <https://ses.library.usyd.edu.au/bitstream/handle/2123/7361/Balint%20and%20Evans%20ANZ-CCC2010.pdf?sequence=1>, p. 6.

historique des personnes autochtones à l'égard de la police, dans les inégalités sociales dont elles souffrent de manière générale, et dans l'absence d'engagement officiel et global de réparer pleinement les préjudices subis par les peuples autochtones⁷. Le colonialisme a donné naissance à un État qui l'a perpétué au moyen d'un appareil juridique, institutionnel et culturel qui considère les personnes autochtones comme des délinquants, qui soumet les peuples colonisés à la discrimination, à l'assimilation et, dans certains cas, à la violence, et qui leur refuse des droits fondamentaux tels que la propriété de leurs terres et ressources ancestrales, ainsi que l'accès à la justice, à la santé, à l'éducation et aux perspectives économiques.

11. Dans ces contextes, les processus de transition qui ne visent pas à inverser la situation de domination dont souffrent encore les peuples colonisés sont voués à l'échec. Cependant, les éléments de justice transitionnelle peuvent jouer un rôle important à cet égard, notamment en ce qui concerne l'établissement des faits et des conditions qui ont rendu possibles les violations ; la reconnaissance des responsabilités et les excuses publiques ; les réparations individuelles et collectives ; la commémoration et la restauration de la dignité des victimes ; l'inclusion d'un compte rendu précis des violations commises dans les différents programmes d'enseignement.

12. L'un des éléments propres à provoquer le plus de changements dans ces contextes est la garantie de non-répétition, dans la mesure où elle permet de recenser et de réformer les normes et les structures d'oppression de l'État, ainsi que les conditions matérielles et idéologiques qui perpétuent les injustices structurelles subies par les peuples autochtones.

13. Certains mécanismes adoptés dans ces contextes, que nous pouvons aujourd'hui rattacher à la justice transitionnelle, ont été mis en place il y a des années, comme le Tribunal de Waitangi en Nouvelle-Zélande, créé en 1975, qui propose des mesures d'établissement de la vérité ou de réparation et d'autres réponses aux violations graves des droits humains. Plus récemment, de véritables mécanismes de justice transitionnelle ont été mis en place pour faire face à l'héritage colonial, notamment au Canada, en Australie, au Groenland, en Norvège, en Suède et en Belgique.

14. On peut également mentionner dans cette section les territoires dans lesquels les populations autochtones continuent de constituer un pourcentage élevé de la population totale bien que les colons les aient déplacées à leur arrivée, comme dans certains pays d'Amérique latine, les Territoires palestiniens occupés, le Sahara occidental ou l'île d'Okinawa, où les Ryukyuïens et les Okinawaïens représentent la majorité des habitants, bien que le Japon ne leur reconnaisse pas le statut de groupes autochtones.

15. Il importe également de distinguer, dans les États coloniaux, les questions liées aux économies fondées sur l'esclavage, en particulier en cas d'importantes incidences socio-économiques persistantes, comme aux États-Unis d'Amérique, au Brésil et en Colombie, notamment le racisme systémique et la surreprésentation des personnes d'ascendance africaine parmi les victimes de violences policières, les personnes considérées comme délinquants, et celles qui souffrent de pauvreté et d'une absence de perspectives. Aux États-Unis aujourd'hui, la justice transitionnelle semble constituer un cadre essentiel pour faire face à l'oppression systématique, à la brutalité policière et à l'injustice raciale dont les Afro-Américains sont victimes depuis des siècles. Elle peut être utile pour répondre aux revendications des citoyens et des mouvements sociaux (comme Black Lives Matter) concernant la réforme de la police, les poursuites judiciaires, la création d'une commission de la vérité, l'élimination des statues et des symboles confédérés et l'octroi de réparations. Le 14 avril 2021, le

⁷ Ibid.

Comité judiciaire de la Chambre des représentants a voté en faveur de la soumission du projet de loi de la commission chargée d'étudier et d'élaborer des propositions de réparation pour les Afro-Américains (loi H.R. 40) à l'ensemble de la Chambre pour examen approfondi. D'autres initiatives officielles en matière de vérité, de réparation et de justice voient le jour aux niveaux local, municipal et fédéral, et dans différents États.

B. Anciennes colonies ayant obtenu leur indépendance

16. La deuxième catégorie regroupe les contextes dans lesquels la puissance coloniale s'est retirée, mais où les structures de pouvoir, la marginalisation de certains groupes ethniques ou l'expropriation de terres se poursuivent. C'est le cas de certains États indépendants du continent africain.

17. Les mesures de justice transitionnelle prises dans ce contexte nécessitent un dialogue entre l'ancienne puissance colonisatrice et l'ancienne colonie, et leur nature dépendra de l'acteur qui engage le processus et des raisons qui le pousse à le faire, par exemple, à la demande des victimes ou de la société civile.

18. Le récent accord conclu entre l'Allemagne et la Namibie prévoit la reconnaissance du génocide perpétré à l'encontre des Herero et des Nama (avec quelques réserves toutefois), des excuses publiques et une aide au développement à titre de compensation, mais les populations touchées n'ont pas participé à la négociation de cet accord⁸.

19. Dans ces cas, lorsque deux États sont concernés, des obligations et des attentes guident la réponse à apporter aux violations passées ou en cours et supposent un engagement des deux parties. L'obligation de fournir des recours effectifs aux victimes, de garantir la responsabilité effective, de contribuer à l'établissement de la vérité et à la mémoire, de faciliter l'accès sans restriction aux archives et d'accorder des réparations aux victimes incombe clairement à l'ancienne puissance colonisatrice.

20. L'État indépendant doit également assumer des obligations en tant que nouveau gestionnaire des affaires de l'État. Ces obligations ne se rapportent pas à la responsabilité des actes commis par la puissance colonisatrice, mais à la réadaptation, à la réinsertion socio-économique et à l'accès des victimes à la justice, à l'éducation, à la santé et aux services essentiels, ainsi qu'à la recherche de la vérité et à la commémoration. En ce qui concerne la justice, lorsque les auteurs (survivants) relèvent toujours de la juridiction de l'État ayant obtenu son indépendance, par exemple s'agissant de colons qui auraient participé aux violations graves des droits humains qui auraient accompagné le déplacement forcé et la dépossession des victimes, l'État ayant obtenu son indépendance doit également garantir que ces auteurs seront tenus de rendre des comptes et, pour ce faire, recevoir l'appui de la communauté internationale en matière de renforcement des capacités de son système judiciaire ou de création de mécanismes hybrides ou internationaux de responsabilisation.

21. En janvier 2021, un tribunal de Séoul a exigé que le Japon accepte la responsabilité juridique de l'esclavage sexuel systématique des « femmes de réconfort ». Cependant, en avril 2021, il a rejeté les actions en responsabilité intentées par un groupe de victimes contre le Gouvernement japonais.

⁸ Une pétition sur cette question est disponible sur : www.change.org/p/the-president-of-the-republic-of-namibia-no-bilateral-genocide-negotiations-we-demand-global-ovaherero-nama-representation.

IV. Éléments de justice transitionnelle appliqués dans les approches adoptées pour faire face aux violations des droits humains découlant des périodes coloniales et des injustices historiques

A. Responsabilité

22. L'obligation de rendre compte des violations graves des droits humains et du droit international humanitaire découle du droit international des droits de l'homme. Le droit international coutumier prévoit également l'obligation d'enquêter sur les crimes de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité et d'en punir les auteurs.

23. Certaines anciennes puissances colonisatrices ont invoqué la règle de l'intertemporalité, selon laquelle seules les normes de droit pénal en vigueur au moment de l'acte allégué peuvent être appliquées. Cette a pour objet d'exclure la possibilité que des poursuites soient engagées pour des crimes antérieurs : a) à l'adoption du Statut du Tribunal militaire international de Nuremberg et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et b) à la définition des crimes de droit pénal international, comme le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Cependant, certaines violations des droits humains commises pendant la Seconde Guerre mondiale ont été qualifiées de crimes contre la paix, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité, bien que cette qualification ait été faite a posteriori.

24. Une autre difficulté est l'acceptation de la responsabilité de l'État pour les infractions commises après le début du développement normatif du droit international des droits de l'homme, par exemple pendant les luttes pour l'indépendance en Indochine, en Asie du Sud-Est et en Afrique, auxquelles les puissances coloniales ont répondu par le bombardement de populations civiles, le déplacement forcé de parties de la population, les incarcérations de masse, la torture et les disparitions forcées⁹.

25. Alors que la commission de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité était une caractéristique commune des guerres coloniales de cette période, aucun effort sérieux n'a jamais été fait pour porter ces actes devant des tribunaux nationaux ou internationaux, pour punir les auteurs survivants, pour tenir pour responsables les gouvernements concernés ou pour indemniser les victimes pour les problèmes de santé persistants causés par ces violations¹⁰.

26. En France, la loi d'amnistie de 1968 et la définition restrictive des crimes contre l'humanité ont permis à ceux qui avaient commis des actes de torture et d'autres crimes en Algérie de jouir de l'impunité¹¹. En Belgique, la procédure engagée contre des officiers belges pour la mort de Patrice Lumumba est en cours depuis dix ans¹².

⁹ Wolfgang Kalek, « Double Standards: International Criminal Law and the West », FICHL Publication Series n° 26 (2015), disponible sur : <https://www.toaep.org/ps-pdf/26-kaleck>, p. 25 à 33 ; Morten Bergsmo, Wolfgang Kalek et Kyaw Yin Hlaing (dir.), « Colonial Wrongs and Access to International Law », Publication Series n° 40 (2020), disponible sur : www.toaep.org/ps-pdf/40-bergsmo-kalek-kyaw, p.10 à 12.

¹⁰ Morten Bergsmo, p. 12.

¹¹ Stiina Löytömäki, « The law and collective memory of colonialism: France and the case of 'belated' transitional justice », *The International Journal of Transitional Justice*, vol. 7, n° 2 (2013), p. 205 à 223, en particulier p. 221.

¹² Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial sur la responsabilité, disponible sur : www.ohchr.org/EN/Issues/TruthJusticeReparation/Pages/CallLegacyColonialism.aspx.

27. À la suite d'actions en justice intentées par des victimes mau mau au Kenya, la Haute Cour de justice du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est prononcée contre le Gouvernement britannique, qui avait fait valoir pour sa défense que la responsabilité de l'État pour les violations graves incombait à l'État successeur et que les faits allégués étaient prescrits¹³. En 2013, le Gouvernement a accepté de régler le différend en proposant 20 millions de livres sterling d'indemnisation, des excuses pour le tort causé et la construction d'un mémorial à Nairobi. Toutefois, les décisions judiciaires ultérieures ont appliqué le délai de prescription prévu par la loi de 1980 sur la prescription, ce qui a empêché d'autres victimes kenyanes de porter plainte¹⁴.

28. Aux Pays-Bas, les tribunaux ont rejeté l'argument de la prescription invoqué par le Gouvernement néerlandais concernant les violations commises par des soldats néerlandais pendant la guerre d'indépendance de l'Indonésie (1945-1950). En conséquence, le Gouvernement néerlandais a offert un dédommagement aux veuves et à certains parents de 11 hommes de Sulawesi qui avaient été exécutés, et a promis un dédommagement de 5 000 euros pour les enfants de tout Indonésien exécuté pendant la guerre¹⁵.

29. Les arguments avancés par les anciennes puissances colonisatrices sont contraires à l'interdiction de l'application de la prescription aux crimes de guerre, aux crimes contre l'humanité, et aux violations graves des droits humains et du droit international humanitaire, telle qu'énoncée dans :

- i) la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité;
- ii) les règles coutumières du droit international humanitaire¹⁶ ;
- iii) l'Ensemble de principes actualisé pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité¹⁷ ;
- iv) les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire¹⁸.

La Cour interaméricaine des droits de l'homme a à plusieurs reprises déclaré les dispositions relatives à la prescription inadmissibles, notamment dans les arrêts *Barrios Altos c. Pérou* et *Masacre de Las Dos Erres c. Guatemala*¹⁹.

30. Il convient également de noter que certaines infractions sont, par nature, continues : de nombreux combattants de la lutte anticoloniale et d'autres personnes

¹³ Voir Théophraste Fady, « The Mau Mau case: post-colonial justice on the Strand », Strandlines, 7 octobre 2019, disponible sur : <https://www.strandlines.london/2019/10/07/post-colonial-justice-on-the-strand> ; Leigh Day, « The Mau Mau case: five years on », disponible sur : www.lexology.com/library/detail.aspx?g=a376823b-224d-4551-821d-abb7f32c8065.

¹⁴ Voir les communications KEN 3/2021 et GBR 5/2021. Celles-ci sont disponibles à l'adresse suivante : <https://spcommreports.ohchr.org/Tmssearch/TMDocuments>.

¹⁵ Voir Reuters, « Netherlands offers compensation to children of executed Indonesians », 19 octobre 2020, disponible sur : www.reuters.com/article/us-netherlands-indonesia-compensation-idUSKBN2741XY.

¹⁶ Jean-Marie Henckaerts et Louise Doswald-Beck, *Droit international humanitaire coutumier*, vol. I : Règles, Bruxelles, Bruylant, 2006, règle disponible sur : https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/fre/docs/v1_rul_rule160.

¹⁷ E/CN.4/2005/102/Add.1, principe 23.

¹⁸ Résolution 60/147 de l'Assemblée générale, annexe, principe 6.

¹⁹ Cour interaméricaine des droits de l'homme, *Caso Barrios Altos vs. Perú*, arrêt du 14 mars 2001 (fond), par. 41, et *Caso de la Masacre De Las Dos Erres vs. Guatemala* (objections préliminaires, fond, réparations et dépens), arrêt du 24 novembre 2009, par. 233 a).

ont été victimes de disparitions forcées dans des contextes coloniaux. La disparition forcée est l'exemple même de l'infraction continue, qui commence au moment de l'arrestation et se poursuit jusqu'à ce que l'État reconnaisse la détention de la personne et la transfère en détention légale avec toutes les garanties nécessaires, jusqu'à ce que la personne soit retrouvée vivante ou jusqu'à ce que sa dépouille soit retrouvée. Il est donc « possible de condamner une personne pour un acte conduisant à une disparition forcée en invoquant un instrument juridique qui a été adopté après le début de la disparition forcée, nonobstant le principe fondamental de non-rétroactivité »²⁰.

31. Il convient également de souligner que les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire relèvent de la responsabilité des États qui les ont commises : en l'occurrence, les puissances coloniales. Au moment des violations, les colonies ou protectorats étaient des territoires dépendants administrés par les puissances coloniales et ne possédaient pas de personnalité juridique internationale propre. Compte tenu de leur statut de colonie, on ne peut pas déclarer que la responsabilité a été transférée aux États ayant obtenu leur indépendance. Cependant, le nouvel État a un rôle clé à jouer en matière de non-répétition et pour un certain nombre d'autres mesures.

32. En raison du temps écoulé et du décès des auteurs, des victimes et des témoins des violations, les procès et les condamnations ne sont le plus souvent plus possibles²¹. Face à cette limitation, il est d'autant plus important de dûment développer les autres composantes de la justice transitionnelle.

B. Vérité

33. Les initiatives de recherche de la vérité permettent de faire la lumière et de recueillir des informations sur les violations commises par le passé, et contribuent à la lutte contre l'impunité, au rétablissement de la primauté du droit et à la réconciliation²². Dans les contextes coloniaux en particulier, l'établissement de la vérité doit également être considéré comme un élément de la réparation.

34. Souvent, lorsque des commissions de vérité sont mises en place, la question se pose de savoir jusqu'où elles doivent remonter dans le temps : la question est tout à fait légitime lorsqu'il s'agit de violations commises pendant les périodes coloniales.

35. La plupart des processus traditionnels de justice transitionnelle ont manqué de vision à long terme, laissant de côté les violations commises pendant les périodes coloniales. Au Timor-Leste, l'analyse s'est concentrée sur les préjudices commis après l'invasion par l'Indonésie en 1975, alors que les terres avaient été confisquées pendant la période coloniale, ce qui a mené aux injustices structurelles ultérieures. En Afrique du Sud, le processus s'est concentré sur les préjudices commis après l'arrivée au pouvoir du Parti national en 1948, mais n'a pas inclus d'examen de l'histoire complexe de l'exploitation coloniale néerlandaise et britannique, qui a jeté les bases de la ségrégation. Au Rwanda, bien que la contribution du passé colonial de la Belgique au génocide de 1994 ait été reconnue, cette question n'a pas été abordée dans les procédures judiciaires engagées au niveau national ou international.

36. La limite temporelle imposée au mandat des commissions de la vérité est révélatrice des limites qui leur sont imposées pour qu'elles n'examinent pas le passé colonial. Plus de 40 commissions de la vérité ont été établies dans des contextes de

²⁰ A/HRC/16/48, p. 12, par. 5.

²¹ Morten Bergsmo, p. 38.

²² A/HRC/24/42, par. 20.

transition ces quatre dernières décennies, mais très peu d'entre elles ont abordé la période coloniale ou examiné les injustices économiques et sociales qui y sont ancrées.

37. Parmi ces commissions, certains mécanismes de recherche de la vérité établis dans des situations de transition classique (après un conflit ou un régime autoritaire) ont inclus une étude plus holistique des violations commises. Les commissions en Sierra Leone, au Libéria et au Kenya ont examiné les violations des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que les injustices économiques qui les avaient engendrées, sans toutefois que cela donne lieu à des réparations ou à des réformes économiques visant à remédier à ces violations.

38. D'autres commissions de la vérité ont commencé à étudier le passé colonial et ses incidences sur le présent. À Maurice, la Commission Justice et vérité (2009-2011) a examiné le legs de l'esclavage depuis 1638, y compris pendant les différentes périodes coloniales. En Tunisie, l'Instance vérité et dignité a inclus la période précédant l'indépendance dans son mandat. La Commission Vérité et réconciliation de la République de Corée a examiné la période allant de 1905 à 2005. En Colombie, la Commission Vérité, coexistence et non-répétition cherche à faire la lumière sur les origines du conflit, y compris les expériences des communautés autochtones. Dans le cas du Burundi, le mandat de la Commission Vérité et réconciliation a été étendu pour inclure une enquête sur les infractions commises pendant l'époque coloniale, depuis 1885.

39. Cependant, certaines de ces approches du passé colonial étaient superficielles ou insuffisantes. Dans son rapport final, la Commission de la vérité du Liberia a examiné les racines du conflit libérien, sans que cela ne donne lieu à un engagement de s'attaquer aux problèmes structurels de l'ère coloniale qui l'ont favorisé. Si, au Kenya, la Commission vérité, justice et réconciliation a examiné le rôle du colonialisme dans la création de l'État, la limite temporelle de son mandat a été fixée au jour de l'indépendance du Kenya.

40. Outre les processus adoptés dans certains contextes transitionnels classiques, des commissions de la vérité ont été créées dans l'objectif explicite de s'attaquer à l'héritage colonial que subissent les peuples autochtones dans les États coloniaux et les anciennes puissances colonisatrices.

41. Le Canada a créé la Commission royale sur les peuples autochtones (1991-1996), qui a enquêté sur la période allant de 1500 à 1996, et la Commission de vérité et réconciliation du Canada (2009-2015), qui a examiné les violations des droits humains commises dans les pensionnats autochtones entre 1874 et 1996. Il a en outre lancé l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (2016-2019). En Australie ont été créées la Commission pour les droits de l'homme et l'égalité des chances, chargée d'enquêter sur la séparation des enfants des peuples aborigènes et des peuples insulaires du détroit de Torres de leur famille (1995-1997), et la Commission de justice Yoo-rrook de l'État de Victoria (2021 à ce jour), qui examine l'effet de la colonisation européenne sur les peuples aborigènes de Victoria.

42. En Scandinavie, des mécanismes ont été chargés d'enquêter sur les politiques de dépossession et d'assimilation subies par les peuples autochtones, comme la Commission de réconciliation du Groenland (2014-2017) ; la commission d'enquête sur la politique de norvégianisation et les injustices commises à l'encontre des Sâmes finlandais et des Kvènes norvégiens (2018 à ce jour) ; la Commission Vérité et réconciliation pour les Tornédaliens, les Kvènes et les Lantalaïens en Suède (2020 à ce jour). Une commission de la vérité pour la communauté sâme (Suède) et une

commission Vérité et réconciliation pour les peuples sâmes (Finlande) sont par ailleurs à l'étude.

43. Des projets de recherche de la vérité ont également été menés dans d'anciennes puissances colonisatrices. En juillet 2020, à la suite du mouvement Black Lives Matter, le Parlement fédéral belge a créé une commission spéciale chargée d'enquêter sur son passé colonial²³. Récemment, le Président français a fait état de la création d'une commission Mémoire et vérité chargée de faire le point sur l'histoire coloniale du pays en Algérie et de l'ouverture d'archives classées relatives à cette période²⁴.

44. Les nations ayant obtenu leur indépendance doivent également entreprendre des initiatives de recherche de la vérité. En 2019, la Commission foncière nationale du Kenya a établi, par exemple, que les Kipsigi et les Talai avaient été victimes d'injustices foncières pendant la période coloniale et a adopté des recommandations adressées au Gouvernement britannique, au Gouvernement kényan et aux sociétés transnationales qui détenaient encore des terres volées aux victimes. Au Niger, aucune initiative officielle de recherche de la vérité sur le passé colonial n'a été entreprise, bien que les populations concernées aient mené pendant plusieurs générations des enquêtes informelles au niveau local²⁵.

45. Dans le contexte de violations découlant d'un passé colonial ou de l'esclavage, une commission de la vérité doit être chargée d'élaborer un compte rendu factuel approprié des violations commises, des types de comportement adoptés et des structures de pouvoir impliquées, ainsi que de leurs répercussions actuelles, voire de la persistance des pratiques, normes et processus coloniaux.

46. Pour traiter de manière adéquate l'héritage colonial, les commissions de la vérité devraient donner la priorité aux faits qui révèlent des liens entre les violations passées et des répercussions actuelles (par exemples des injustices économiques et sociales actuelles et des griefs ou revendications en suspens). En l'absence d'un tel lien, la recherche de la vérité pourrait perdre de sa valeur politique et historique. Ce n'est pas simple, car les chaînes d'événements peuvent souvent s'étendre sur des décennies ou des siècles et ces événements sont naturellement sujets à différentes interprétations. C'est pourquoi des études sérieuses et approfondies sont nécessaires.

47. L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées au Canada a permis de mettre en lumière les torts commis par le passé à l'encontre des peuples autochtones et de replacer la violence physique que subissent actuellement les femmes et les filles autochtones dans le contexte plus large du préjudice colonial²⁶.

48. Une recherche approfondie de la vérité peut également nécessiter des enquêtes médico-légales, comme dans le cas des revendications des peuples autochtones au Canada après la découverte de fosses communes recelant des centaines d'enfants sur le terrain d'anciens pensionnats autochtones.

49. Par ailleurs, il convient d'examiner les raisons et les modalités de l'instauration des politiques de discrimination, d'oppression, de dépossession et de marginalisation des populations autochtones et des personnes d'ascendance africaine, ainsi que les mécanismes qui ont permis qu'elles perdurent. Dans le cas des anciennes colonies, si

²³ Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial.

²⁴ « France is confronting its history in Algeria », *The Economist*, 15 mai 2021, disponible sur : www.economist.com/international/2021/05/13/france-is-confronting-its-history-in-algeria.

²⁵ Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial.

²⁶ Commission d'enquête du Gouvernement canadien, *Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*, vol. 1a, disponible sur : <https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1a-1.pdf>.

les structures de pouvoir ont été réformées à l'indépendance, il est important de déterminer si certaines de ces politiques ont continué d'être appliquées et quelle a été leur influence sur l'émergence ultérieure de conflits et de violations des droits humains. Dans plusieurs cas, la marginalisation des populations victimes s'est poursuivie après l'indépendance.

50. La pleine participation des communautés concernées est essentielle au succès des commissions de la vérité et à la durabilité des processus de justice transitionnelle qui s'attaquent à l'héritage colonial, de la conception de ces processus au suivi de leur mise en œuvre effective. La société civile belge et la diaspora des anciennes colonies concernées n'ont pas été associées à la création de la Commission spéciale sur le passé colonial de la Belgique²⁷.

51. La Commission de justice Yoo-rrook est un exemple positif d'approche large et de participation des populations concernées. Quatre des cinq membres sont des autochtones de l'État de Victoria, et trois d'entre eux, dont la présidente, sont des femmes. Créée après des années de militantisme des populations autochtones, la Commission enquêtera sur les injustices systémiques commises par le passé à l'encontre des autochtones de Victoria depuis la colonisation (notamment la destruction du patrimoine culturel, les massacres, les guerres et le déplacement forcé d'enfants) et sur les injustices systémiques actuelles (notamment les problèmes avec la police, le fait que les autochtones, notamment les jeunes, soient considérés comme des délinquants, le manque de mécanismes de protection de l'enfance, de santé et d'assistance sanitaire). La Commission déterminera comment reconnaître et réparer les injustices historiques de manière efficace, équitable et culturellement appropriée²⁸.

52. Afin de garantir l'accès à l'information et de faciliter l'établissement des faits, les États coloniaux, les anciennes puissances coloniales et les nations ayant obtenu leur indépendance doivent coopérer pleinement et de bonne foi avec les commissions de la vérité en leur accordant un accès sans restriction aux informations et aux archives nécessaires. Dans les anciennes puissances colonisatrices, comme la Belgique et le Royaume-Uni, l'accès aux archives a été difficile²⁹. Il est également important que le Saint-Siège coopère en vue de donner accès aux archives en sa possession qui peuvent permettre de faire la lumière sur les schémas des violations commises dans les institutions catholiques établies dans certaines colonies.

53. Le déni des crimes odieux commis à l'époque coloniale est très répandu. La recherche, la publication et la diffusion de la vérité sont des outils fondamentaux de la lutte contre ce phénomène.

54. Le Rapporteur spécial rappelle que la vérité, si elle est incontournable, n'est pas le point final du processus de justice transitionnelle ; les victimes espèrent souvent, légitimement, que la révélation de la vérité permettra d'obtenir d'autres réponses nécessaires. La justice transitionnelle, du fait de ses multiples composantes et de son approche holistique, peut répondre à ces attentes. Ces recours doivent être fournis sans se chercher d'excuses afin de consolider la paix.

²⁷ Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial.

²⁸ First People's Assembly of Victoria, « Yoo-rrook Justice Commission », disponible sur : www.firstpeoplesvic.org/our-work/truth-telling/yoo-rrook-justice-commission ; Gouvernement de l'État de Victoria, « Truth and Justice in Victoria », disponible sur : www.aboriginalvictoria.vic.gov.au/truth-and-justice.

²⁹ Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial. Voir également Théophraste Fady, « The Mau Mau case: post-colonial justice on the Strand », Strandlines, 7 octobre 2019, disponible sur : <https://www.strandlines.london/2019/10/07/post-colonial-justice-on-the-strand>.

C. Réparation

55. Les mesures de réparation sont une composante de la justice transitionnelle qui vise, dès le départ, à bénéficier directement aux victimes. Pour qu'une mesure puisse être qualifiée de mesure de réparation, elle doit s'accompagner d'une reconnaissance de responsabilité, viser à réparer le préjudice subi par les victimes et être liée à la vérité, à la justice et aux garanties de non-répétition³⁰.

56. Le principe du droit à un recours et à réparation est désormais solidement ancré dans le corpus international complexe des instruments des droits humains, qui est aujourd'hui largement accepté par les États³¹. Les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire, adoptés par consensus par l'Assemblée générale en 2005, compilent les droits que la communauté internationale reconnaissait déjà à l'époque³².

57. Dans le contexte des violations découlant du colonialisme ou de l'esclavage et d'autres injustices raciales, les réparations présentent plusieurs difficultés. D'une part, la restitution, une de leurs composantes, est difficile à mettre en œuvre compte tenu de la gravité, et donc de l'irrévocabilité, des violations commises, ainsi que de l'impossibilité de rétablir pleinement la situation telle qu'elle était avant l'occupation. Certaines formes de restitution, comme celle des terres confisquées et du patrimoine culturel, sont cependant possibles et généralement revendiquées. D'autre part, il est difficile d'identifier individuellement chaque victime ayant droit à des réparations lorsque les violations ont été commises à une échelle massive et ont touché non seulement les victimes directes mais aussi leurs descendants, en particulier mais pas seulement, dans les cas de violations des droits économiques, sociaux et culturels.

58. Le rapport final de la Commission des droits de l'homme sur la question de l'impunité des auteurs des violations des droits de l'homme, établi par El Hadji Guissé en 1997, a lancé un débat important sur l'élargissement de la définition du terme « victime » aux descendants en ce qui concerne les violations des droits économiques, sociaux et culturels³³. Cependant, tel qu'il est défini dans les Principes fondamentaux et directives de 2005, ce terme ne couvre que la personne directement lésée par une violation individuelle ou collective et sa famille immédiate ou les personnes à sa charge, bien que les pertes économiques soient incluses parmi les torts reconnus³⁴. Pour sa part, la Cour pénale internationale a établi ce qui suit : « Aux fins des réparations, le préjudice se manifestant sous la forme de la perte de projet de vie, du traumatisme transgénérationnel ainsi que du traumatisme subi collectivement par les différents membres d'une famille ou d'une communauté sera considéré comme subi personnellement par la victime. De plus, le lien de causalité entre le préjudice allégué et le crime dont l'accusé a été déclaré coupable doit être établi »³⁵.

³⁰ A/69/518, par. 3 et 11.

³¹ La Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 8), le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 2), la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (art. 6), la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (art. 14) et la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 39) ; la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (art. 3), le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (art. 91) et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (art. 68 et 75).

³² A/69/518, par. 18.

³³ E/CN.4/Sub.2/1997/8.

³⁴ Résolution 60/147 de l'Assemblée générale, annexe, principe 8.

³⁵ Cour pénale internationale, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, ordonnance de réparation, 8 mars 2021, ICC-01/04-02/06, par. 75, disponible sur : <https://www.icc->

59. Un obstacle supplémentaire est le refus des anciennes puissances colonisatrices de reconnaître que les dédommagements offerts aux victimes sont une forme de réparation, car cela constituerait une reconnaissance implicite de leur responsabilité juridique. La reconnaissance que des violations ont eu lieu et que ces violations ont même pu contribuer à certaines des inégalités et violations systémiques actuelles va jusqu'à l'admission d'une responsabilité morale, historique et politique, mais en aucun cas juridique, car on craint que cela ne crée un précédent. Ainsi, au lieu de réparations pour les violations passées, une aide est fournie au travers de la coopération au développement ou d'autres moyens qui ne constituent pas implicitement une reconnaissance de responsabilité.

60. Cependant, l'aide au développement n'est pas une véritable réparation, car elle perpétue et renforce un système économique et politique fondé sur une logique hiérarchique coloniale d'assujettissement. Les réparations, elles, signifient que l'ancienne puissance colonisatrice doit quelque chose à l'ancienne colonie. Par ailleurs, comme l'a affirmé mon prédécesseur, les programmes de développement ne sont pas à proprement parler des programmes de réparation, car ils n'ont pas été conçus spécialement à l'intention des victimes et visent à répondre aux besoins essentiels et immédiats des titulaires de droits que sont les « citoyens », lesquels ne sont pas nécessairement des victimes³⁶.

61. Selon une récente déclaration conjointe avec la Namibie, l'Allemagne a offert 1,1 milliard d'euros, qui seront versés au cours des 30 prochaines années dans le cadre d'un programme d'appui au développement et à la reconstruction. Cependant, elle ne parle pas de réparation et ne reconnaît qu'une responsabilité morale³⁷.

62. Il convient de signaler qu'en 2019, le Parlement européen a adopté une résolution sur les droits fondamentaux des personnes d'ascendance africaine en Europe, dans laquelle il a rappelé « que certains États membres ont pris des mesures de réparation fortes et efficaces au regard des injustices et des crimes contre l'humanité » et invité « les institutions de l'Union et le reste des États membres à suivre leur exemple »³⁸.

Restitution

63. La restitution des terres confisquées aux populations colonisées est une question centrale des demandes de réparation des victimes du colonialisme. Tant dans les pays où les colons sont restés sur les terres occupées que dans ceux d'où la majorité des colons est partie après les guerres d'indépendance, les peuples colonisés qui avaient été expulsés de leurs terres ancestrales ne les ont pas récupérées. Au lieu de cela, ces terres sont restées pendant des décennies et des siècles entre les mains d'autorités coloniales, de personnes impliquées dans des massacres ou dans la confiscation de terres autochtones, et même entre les mains de sociétés transnationales. De leur côté, les communautés dépossédées de leurs terres ancestrales et de leurs ressources naturelles ont vu leurs moyens d'existence, leur travail, leur subsistance, leurs services essentiels, leurs racines culturelles et leur cohésion sociale anéantis, et ont été plongées pendant des générations dans la pauvreté et l'exclusion.

64. Le Rapporteur spécial a reçu des témoignages effrayants de membres de peuples colonisés, qui ont expliqué à quel point il était urgent qu'ils bénéficient de mesures de réadaptation médicale et psychosociale pour compenser les violations subies, que

[cpi.int/CourtRecords/CR2021_04820.PDF](https://www.cpi.int/CourtRecords/CR2021_04820.PDF).

³⁶ A/69/518, par. 41.

³⁷ Déclaration conjointe de la République fédérale d'Allemagne et de la République de Namibie, disponible sur : www.dngev.de/images/stories/Startseite/joint-declaration_2021-05.pdf.

³⁸ Résolution 2018/2899 (RSP), 26 mars 2019.

leurs terres leur soient restituées, et qu'ils reçoivent des réparations qui leur permettent de sortir de la pauvreté dans laquelle ils sont restés pendant des décennies, pour pouvoir offrir aux générations futures un avenir où elles jouiront du plein accès aux droits humains.

65. Au Kenya, la Commission foncière nationale a notamment recommandé, pour les Kipsigi et les Talai, que :

- a) le Gouvernement britannique présente des excuses aux victimes et leur fournisse des réparations directes ;
- b) le Gouvernement kenyan reconnaisse officiellement que la confiscation des terres des Kipsigi et des Talai était illégale et que ces terres auraient dû être restituées à ces peuples après l'indépendance du Kenya ;
- c) le Gouvernement britannique et les multinationales du thé installées sur ces terres construisent des écoles, des hôpitaux, des routes, un musée et une université, et fournissent des services tels que l'approvisionnement en eau et l'électricité pour atténuer ou compenser les souffrances des victimes ;
- d) les sociétés multinationales louent les terres au prix du marché ;
- e) les baux fonciers ayant expiré ne soient pas renouvelés sans l'accord des autorités du comté concerné ;
- f) le Gouvernement kenyan sélectionne et acquière des terres en vue de la réinstallation des membres des peuples kipsigi et talai.

66. Les institutions de ce type peuvent fortement contribuer à garantir que les victimes et leurs descendants sachent vers qui se tourner lorsqu'ils ne peuvent pas exercer leur droit à un recours effectif devant les tribunaux de leur pays ou des puissances colonisatrices.

67. La restitution du patrimoine culturel dont les peuples autochtones ont été dépouillés, comme les reliques, les monuments et les vestiges archéologiques, est un autre élément incontournable, et en cours, des mesures de réparation prises dans les contextes postcoloniaux et dans les États coloniaux. Par exemple, la population d'Okinawa exige la restitution de 26 squelettes humains exhumés en 1928 et 1929 et emmenés au Japon. Conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, « les États veillent à permettre l'accès aux objets de culte et aux restes humains en leur possession et/ou leur rapatriement, par le biais de mécanismes justes, transparents et efficaces mis au point en concertation avec les peuples autochtones concernés »³⁹.

68. La Nouvelle-Zélande cherche activement à récupérer les restes humains sortis du pays pendant la période coloniale au moyen de la loi de 1975 sur les objets protégés. Le programme de rapatriement Karanga Aotearoa Te Papa a permis de récupérer des dépouilles maories dans plus de 40 musées à travers le monde. Le Gouvernement australien et ses musées ont mis en place des accords et des programmes avec d'autres pays pour faciliter le retour des vestiges archéologiques. En 1990, les États-Unis ont promulgué la loi sur la protection et le rapatriement des tombes amérindiennes.

69. Des réticences et des obstacles institutionnels et juridiques au rapatriement ont été observés avec inquiétude dans plusieurs pays européens⁴⁰. Récemment, cependant,

³⁹ Résolution 61/295 de l'Assemblée générale, annexe, art. 12, par. 2.

⁴⁰ Conseil international des musées, « Rapatriement international des restes humains des peuples autochtones », 8 août 2018, disponible sur : <https://icom.museum/fr/news/rapatriement-international-des-restes-humains-des-peuples-autochtones/>.

une collection de dépouilles aborigènes découverte à l'université de Birmingham et au Birmingham Museum and Art Gallery a été restituée à ses propriétaires originels en Australie. Les ministères allemand et nigérian de la Culture et des Affaires étrangères ont annoncé en avril 2021 que l'Allemagne commencerait à restituer les « Bronzes du Bénin » au Nigéria à partir de 2022. Plusieurs musées suisses ont reçu des demandes de restitution d'objets coloniaux. Huit d'entre eux ont uni leurs forces dans le cadre de l'« Initiative Bénin en Suisse », en vue d'intensifier les recherches sur la provenance de leurs bronzes et d'engager un dialogue avec le Nigéria. La Suède a conclu un accord avec le peuple yaqui au Mexique en vue d'engager un processus de rapatriement d'une tête de cerf cérémoniale (Maaso Kova) et de certaines parties de la collection d'objets yaquis.

Réadaptation

70. La réadaptation des victimes du colonialisme est une question encore en suspens et toujours urgente. Dans de nombreux contextes postcoloniaux et dans les États coloniaux, les victimes de violations graves des droits humains n'ont pas bénéficié d'une réadaptation médicale et psychosociale leur permettant de surmonter les traumatismes qu'elles ont subis. Elles souffrent donc depuis des décennies des conséquences continues de lésions corporelles et de problèmes de santé physique et mentale liés à ce traumatisme, notamment de troubles post-traumatiques, de dépression et de toxicomanie. Les victimes des pensionnats autochtones au Canada ont fait part d'un grand nombre de ces symptômes. Des études ont révélé que les survivants des pensionnats et leurs descendants étaient en moins bonne santé⁴¹. Les témoignages reçus par le Rapporteur spécial faisaient état de séquelles physiques et mentales du même type que celles des victimes kipsigis et talai au Kenya, et de l'absence de mesures de réadaptation au cours des décennies qui ont suivi la décolonisation⁴².

71. La puissance colonisatrice ou le gouvernement de l'État colonial doit fournir des réparations aux victimes sous forme de réadaptation. Dans le cas des anciennes colonies ayant obtenu leur indépendance, le gouvernement a le devoir de répondre aux besoins urgents des populations dépossédées, en tant que garant des droits économiques et sociaux dans son pays.

Satisfaction

72. Les excuses publiques sont un élément essentiel de la réparation des préjudices subis par les populations colonisées. À cet égard, il est important d'analyser les excuses et la reconnaissance des faits, l'autorité qui présente les excuses et les responsabilités qui sont acceptées, et de déterminer si les victimes ont participé au processus et accepté les excuses. L'effet produit par les excuses dépend de divers facteurs. Le plus important étant que les populations touchées et les descendants des victimes soient associés au processus et le perçoivent comme authentique. Les excuses seront purement symboliques si elles ne sont pas assorties d'autres moyens de réparation et mécanismes de justice transitionnelle, tels que la recherche de la vérité ou la commémoration⁴³.

73. En 2008, 2017 et 2020, le Gouvernement canadien a présenté ses excuses aux peuples autochtones pour le rôle joué par le Canada dans les pensionnats

⁴¹ CBS News, « Residential school survivors and their descendants show poorer health outcomes: survey », 14 mars 2018, disponible sur : www.cbc.ca/news/politics/residential-school-health-survey-1.4576430.

⁴² Voir les communications KEN 3/2021 et GBR 5/2021, disponibles à l'adresse suivante : <https://spcommreports.ohchr.org/Tmsearch/TMDocuments>.

⁴³ Des recommandations à cet égard figurent dans le document A/74/147.

autochtones⁴⁴. Le Gouvernement belge a présenté ses excuses pour les erreurs qui ont été commises par la Belgique à l'époque coloniale et qui ont contribué au génocide des Tutsis en 1994, pour l'enlèvement de milliers d'enfants métis au Congo entre 1959 et 1962, et pour le rôle de la Belgique dans l'assassinat de Patrice Lumumba. Toutefois, ces excuses n'ont pas été assorties de mesures de réparation et ont été jugées insuffisantes par certaines communautés⁴⁵. Le Gouvernement australien a présenté des excuses en 2008 pour l'oppression systémique et le racisme dont ont été victimes les aborigènes, en particulier les « générations volées ». Le roi des Pays-Bas a présenté ses excuses à l'Indonésie en mars 2020 pour la violence politique exercée pendant la période coloniale. Le Royaume-Uni a présenté ses excuses au Kenya dans le cadre d'un accord conclu avec un groupe de victimes⁴⁶. Le Gouvernement mexicain a présenté des excuses au peuple maya pour les atteintes commises pendant la période coloniale et après l'indépendance, et a demandé que le Gouvernement espagnol et le Saint-Siège fassent de même, mais les populations mayas ont rejeté ces excuses car elles n'étaient pas assorties de mesures de réparation⁴⁷. L'Allemagne a présenté ses excuses dans le cadre de l'accord conclu avec la Namibie, mais les représentants des Nama et des Ovaherero ont critiqué ce processus⁴⁸.

Indemnisation

74. Enfin, on peut envisager sérieusement l'annulation de la dette des anciennes colonies comme une forme de réparation. Le principal argument en faveur de cette mesure est que le colonialisme et l'esclavage sont à l'origine de la dette souveraine contractée par les anciennes colonies et que son annulation serait donc une forme de dédommagement pour le manque à gagner, c'est-à-dire la perte de gains potentiels due au préjudice subi.

D. Commémoration

75. La commémoration des violations passées, du contexte dans lequel elles se sont produites et des préjudices subis par les victimes est un outil essentiel de la justice transitionnelle et un élément incontournable de tout mécanisme visant à faire face à un passé violent et à promouvoir la réconciliation. Ces processus sont particulièrement pertinents dans les contextes étudiés ici, compte tenu des griefs de longue date qui caractérisent les héritages coloniaux. Il est essentiel que les États coloniaux, les anciennes puissances colonisatrices et les anciennes colonies entreprennent des processus publics de commémoration des violations commises, des conditions, des schémas et des responsabilités qui y ont conduit, de leurs répercussions actuelles et des préjudices subis par les victimes.

76. Au Kenya, l'initiative visant à commémorer les violations subies par les Mau Mau, menée avec la participation des populations concernées et financée par le Royaume-Uni, est un exemple intéressant de commémoration associant

⁴⁴ Gouvernement canadien, « Présentation d'excuses aux anciens élèves des pensionnats indiens », 11 juin 2008, disponible sur : <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1100100015644/1571589171655>.

⁴⁵ Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial.

⁴⁶ Gouvernement britannique, « Statement to Parliament on settlements of Mau Mau claims », 6 juin 2013, disponible sur : www.gov.uk/government/news/statement-to-parliament-on-settlement-of-mau-mau-claims.

⁴⁷ Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial.

⁴⁸ Pétition disponible sur : www.change.org/p/the-president-of-the-republic-of-namibia-no-bilateral-genocide-negotiations-we-demand-global-ovaherero-nama-representation.

reconnaissance et réparation, qui a beaucoup de sens pour les personnes concernées⁴⁹. Un autre exemple est la création du musée international de l'esclavage à Liverpool⁵⁰.

77. Au-delà de l'adoption de mesures de commémoration des violations, il est également important de revoir la manière dont le colonialisme est commémoré, en particulier dans les États coloniaux. Nombre de ces pays continuent d'organiser des cérémonies offensantes pour les peuples autochtones, par exemple l'Australia Day, qui commémore le débarquement du capitaine Cook, ou le « Columbus Day » ou la « découverte de l'Amérique » dans plusieurs pays d'Amérique latine. Toutefois, des États ont lancé des initiatives visant à y remédier. Par exemple, l'Australie célèbre chaque 26 mai le National Sorry Day (jour national du pardon) pour rappeler et commémorer les mauvais traitements infligés aux peuples autochtones.

78. Par ailleurs, des statues célébrant les périodes et les personnalités coloniales subsistent dans nombre d'anciennes puissances coloniales et d'États coloniaux, mais aussi dans des pays ayant obtenu leur indépendance. Sur la place du village de May Jirgui, au Niger, les tombes des militaires français qui ont dirigé la mission Afrique centrale, au cours de laquelle des dizaines de milliers de personnes ont été massacrées, sont préservées, alors qu'il n'y a aucun monument à la mémoire des victimes⁵¹. Tout cela témoigne d'un manque de connaissance de l'héritage du colonialisme et de son inclusion insuffisante dans les archives historiques et les programmes d'enseignement. Des campagnes de la société civile visant à faire disparaître les monuments érigés à la mémoire du colonialisme ont récemment vu le jour dans le monde entier. Au Royaume-Uni, le Colston Hall de Bristol, nommé ainsi en l'honneur d'un marchand d'esclaves, a été renommé après des décennies de protestations et le renversement d'une statue de Colston par des manifestants de Black Lives Matter⁵².

79. La participation des victimes aux processus de commémoration est fondamentale. En outre, si certains de ces processus sont entrepris à l'initiative des victimes ou de leurs proches, ils doivent être promus et appuyés par les autorités. Aux États-Unis, les processus de commémoration les plus importants concernant les préjudices subis par les Lipans sont issus de la société civile⁵³.

80. Quoi qu'il en soit, il est important de ne pas clore le débat par une commémoration qui n'a pas de sens pour les victimes. Des cérémonies d'inhumation ont été organisées en Tunisie pour les personnes qui avaient combattu pour l'indépendance, mais les groupes de victimes ont estimé qu'elles n'avaient aucune valeur pour eux. Ces groupes avaient notamment demandé à la Commission Vérité et dignité à pouvoir participer à la conception d'une cérémonie au cours de laquelle les dépouilles des victimes (martyrs) seraient dûment honorées. La commémoration doit être l'expression des sentiments et de la souffrance des victimes, sinon elle perd toute valeur.

E. Garanties de non-répétition

81. Les garanties de non-répétition sont pertinentes s'agissant des violations mentionnées dans le présent rapport, notamment a) les réformes juridiques, constitutionnelles et institutionnelles ; b) la création d'environnements favorables au

⁴⁹ Museum of British Colonialism, « Visit to the Mau-Mau Memorial », 11 juillet 2018, disponible sur : www.museumofbritishcolonialism.org/ourblog/2018/7/11/visit-to-the-mau-mau-memorial.

⁵⁰ International Slavery Museum, www.liverpoolmuseums.org.uk/international-slavery-museum.

⁵¹ Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial.

⁵² Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial.

⁵³ Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial.

développement de la société civile et à son autonomisation ; c) la réforme de l'éducation, les arts et la culture⁵⁴.

82. Les normes, institutions et processus de l'État sont déterminants pour le traitement accordé aux peuples autochtones dans les États coloniaux. Dans de nombreux cas, l'appareil d'État perpétue le racisme et l'exclusion de ces peuples et leur refuse des droits tels que, notamment, l'accès à la justice, à l'éducation ou à la santé, et la propriété de leurs terres ancestrales.

83. La nécessité de réformer les organes de sécurité et le système judiciaire est au cœur des revendications des populations touchées par le colonialisme, qu'elles soient autochtones ou d'ascendance africaine, en raison du traitement et de la violence qu'elles subissent de la part des premiers et du fait que le second les considère comme des délinquants. Aux États-Unis, le mouvement Black Lives Matter réclame la mise en œuvre des réformes en suspens et l'adoption de la loi « Breathe », qui prévoit que l'argent des contribuables soit utilisé pour investir dans d'autres approches de sécurité publique, axées sur la proximité⁵⁵.

84. Les réformes doivent englober l'ensemble des procédures, des pratiques et des infrastructures publiques afin d'éliminer tout vestige du colonialisme ou de l'oppression et de la discrimination à l'égard des populations autochtones ou anciennement colonisées. Au Niger, la route principale du pays suit presque exactement le trajet de la mission Afrique centrale, et a été construite grâce au travail forcé des survivants des massacres⁵⁶. Au Texas, des signes relatifs aux « exploits » des colons sont érigés le long des routes⁵⁷.

85. Les réformes législatives et institutionnelles qui garantissent aux peuples autochtones et aux anciens peuples colonisés la jouissance effective des droits humains, sans discrimination, et favorisent leur autonomisation, sont des obligations incombant à l'État et constituent des garanties essentielles de non-répétition. Il en va de même pour les traités conclus avec ces peuples, qui reconnaissent leur existence et la dépossession dont ils ont été victimes. En Australie, l'absence de traité témoigne des défauts de l'entente et de la relation entre les Australiens autochtones et non autochtones. Cependant, un point positif est que les autorités et les peuples autochtones de l'État de Victoria élaborent actuellement un traité qui vise à améliorer les protections juridiques, à renforcer les droits des peuples aborigènes de l'État et à faciliter les transferts d'autorité et de ressources⁵⁸.

86. Une autre mesure importante est l'inclusion d'informations sur l'héritage colonial dans les programmes scolaires et le matériel pédagogique à tous les niveaux, afin de garantir que la société et les générations futures soient conscientes de ce passé⁵⁹. Il est également important de protéger et de garantir l'accès au patrimoine culturel des peuples autochtones et des anciens peuples colonisés, y compris les récits des violences qu'ils ont subies. Pour les populations qui ont enduré des violations graves et systématiques des droits humains (génocide, apartheid ou crimes contre l'humanité) et y ont survécu, ces expériences constituent souvent une part essentielle de leur histoire, de leur culture et de leur identité⁶⁰. Le droit international des droits

⁵⁴ A/HRC/30/42.

⁵⁵ Projet de loi « Breathe », disponible sur : https://breatheact.org/wp-content/uploads/2020/07/The-BREATHE-Act-PDF_FINAL3-1.pdf.

⁵⁶ Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial.

⁵⁷ Réponse de la société civile au questionnaire du Rapporteur spécial.

⁵⁸ Gouvernement de Victoria, « Treaty in Victoria », disponible sur : www.aboriginalvictoria.vic.gov.au/treaty ; « Treaty process », disponible sur : www.aboriginalvictoria.vic.gov.au/treaty-process.

⁵⁹ Résolution 60/147 de l'Assemblée générale, annexe, principe 22.

⁶⁰ Chow, Pok Yin Stephenson, « Memory Denied: A Commentary on the Reports of the UN Special

de l'homme oblige les États à protéger le droit d'une communauté à son patrimoine culturel et à garantir que le matériel pédagogique donne une image juste, précise et informative des sociétés et des cultures des peuples autochtones⁶¹.

87. Au Canada, les recommandations formulées par la Commission de vérité et réconciliation dans son rapport final en 2015 ont mené à l'inclusion de l'histoire des pensionnats autochtones dans les programmes scolaires. En Belgique, la législation établissant la Commission spéciale sur le passé colonial prévoit l'examen de la place faite au passé colonial dans les programmes scolaires⁶².

F. Participation des victimes

88. En plus de donner la possibilité d'appliquer ses composantes aux violations examinées dans le présent rapport, le cadre analytique de la justice transitionnelle offre des enseignements importants sur la nécessité de placer les victimes et les populations au cœur des processus qui les concernent, en tant que sujets et détenteurs de droits.

89. La participation effective des victimes et des populations n'est pas « seulement » une question politique. C'est aussi une question de droits humains. Le droit international des droits de l'homme reconnaît le droit des personnes directement concernées par la prise de décisions de participer au processus et d'être consultées à ce sujet, en vertu du droit de prendre part à la direction des affaires publiques, du droit de prendre part, dans des conditions d'égalité, à la vie culturelle, et du droit à l'éducation, qui doit mettre toute personne en mesure de jouer un rôle utile dans la société⁶³. Le droit des peuples autochtones à une participation adéquate et les droits humains collectifs que sont le consentement préalable, libre et éclairé et l'élection libre de leurs représentants sont consacrés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

90. Une approche descendante ou « de haut en bas » des décisions concernant le traitement de l'héritage colonial ne répond pas aux normes fixées par le droit international actuel. Celui-ci exige, au contraire, que les États s'attachent activement à obtenir la participation des représentants des populations touchées et leur consentement préalable, libre et éclairé. En outre, la consultation des victimes est importante car l'écoute et l'analyse sérieuses des griefs coloniaux sont nécessaires pour comprendre les perceptions en cours dans le pays touché. Cela requiert une présence réfléchie et systématique de la part de ceux qui écoutent et étudient les faits. Les exigences de participation à la négociation des accords s'appliquent également à la mise en œuvre des mesures convenues : il importe que les acteurs de la société

Rapporteur in the Field of Cultural Rights on Historical and Memorial Narratives in Divided Societies », *The International Lawyer*, vol. 48, n° 3 (hiver 2015), p. 191 à 213.

⁶¹ Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 15, par.1 ; observation générale n° 11 (2008) sur les plans d'action pour l'enseignement primaire [HRI/GEN/1/Rev.9 (Vol. I)], art. 14 ; Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (résolution 60/147 de l'Assemblée générale, annexe), art. 15, par. 1 ; Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques (résolution 47/135 de l'Assemblée générale, annexe), art. 4, par. 4.

⁶² Chambre des représentants de Belgique, « Commission spéciale chargée d'examiner l'état indépendant du Congo (1885-1908) et le passé colonial de la Belgique au Congo (1908-1960), au Rwanda et au Burundi (1919-1962), ses conséquences et les suites qu'il convient d'y réserver », 17 juillet 2020, disponible sur : www.lachambre.be/kvvcr/pdf_sections/pri/congo/55K1462001.pdf.

⁶³ A/HRC/34/62, par. 31.

civile et les populations particulièrement touchées, y compris celles de la diaspora, y soient dûment associées.

91. L'une des critiques formulées à l'encontre des négociations entre le Japon et la République de Corée concernant les « femmes de réconfort » était l'absence de consultation des victimes. Les Gouvernements allemand et namibien ont convenu du strict secret des négociations, ce qui signifie que la société civile des deux pays n'a pas eu un accès suffisant aux informations⁶⁴.

92. Le Rapporteur spécial souligne qu'il n'est pas possible de remédier au passé violent d'une manière véritablement réparatrice lorsque les populations touchées ne se sentent pas incluses et ne sont pas intégrées au processus de négociation. En les rendant invisibles, on en fait une nouvelle fois des victimes.

V. Conclusions

93. La justice transitionnelle offre des outils précieux pour traiter comme il se doit les violations des droits humains commises pendant la période coloniale. Le transfert des richesses pendant les colonies et l'oppression raciste ont créé un héritage d'exclusion sociale, économique et culturelle dont les effets se font sentir depuis des générations. Le non-remboursement de cette dette historique a provoqué des souffrances supplémentaires et pèse sur la conscience d'un système international qui devrait être fondé sur le respect et la protection des droits humains. Le préjudice transgénérationnel ne peut plus être ignoré.

94. Contrairement aux processus traditionnels de justice transitionnelle qui se concentrent sur les violations récentes des droits humains, le traitement des violations commises à l'époque coloniale présente des difficultés en raison du temps qui s'est écoulé depuis.

95. D'une manière générale, la recherche de la vérité historique, ainsi que la reconnaissance juridique des préjudices causés dans le passé et de leurs répercussions actuelles, sont indispensables à l'instauration d'une justice réparatrice, fondement d'un avenir pacifique et durable.

96. Les mécanismes de justice transitionnelle utilisés pour faire face au passé colonial ne peuvent et ne doivent pas rendre les victimes et les communautés invisibles. Celles-ci doivent y jouer un rôle central et privilégié.

97. Il est indispensable de déterminer quelles sont les obligations qui incombent à chaque État et celles qui doivent être remplies conjointement. En ce sens, tous les outils et mécanismes mis en pratique doivent être axés sur les droits humains et accorder l'importance nécessaire aux composantes que sont la vérité, la restitution des terres, les mesures de non-répétition et la commémoration.

98. Les réparations ne doivent pas et ne peuvent pas être déguisées en aide humanitaire, en assistance ou en coopération au développement, et ainsi permettre d'éviter la question de la reconnaissance des responsabilités.

99. La théorie inacceptable de la supériorité raciale ou nationale est toujours explicitement présente dans certains discours politiques et implicite dans de nombreuses sociétés, y compris au sein de la communauté internationale. Il est impératif que soit amorcé un changement culturel fondé sur la reconnaissance et l'approche holistique des violations commises à l'époque coloniale. Ce

⁶⁴ Pétition disponible sur : www.change.org/p/the-president-of-the-republic-of-namibia-no-bilateral-genocide-negotiations-we-demand-global-ovaherero-nama-representation.

changement sera essentiel pour prévenir et gérer comme il se doit la discrimination et le racisme contemporains.

100. Les responsabilités et les attentes concernant les mesures prises face au legs des violations des droits humains et du droit international humanitaire dans les contextes coloniaux, s'agissant de la recherche de la vérité, de la justice, des réparations, de la commémoration et des garanties de non-répétition, diffèrent en fonction des États (anciennes puissances colonisatrices, anciennes colonies ayant obtenu leur indépendance, et États où la colonisation des peuples autochtones et l'oppression des personnes d'ascendance africaine subsistent sous différentes formes). Cependant, comme le Rapporteur spécial l'explique en détail ci-après, dans tous les cas, les autorités doivent prendre les mesures nécessaires adaptées à leur contexte et à leurs responsabilités particulières en vue d'apporter une réponse rapide et effective aux griefs de longue date des victimes et des populations touchées.

VI. Recommandations

101. Le Rapporteur spécial propose ci-après des recommandations concernant l'adoption de mécanismes de justice transitionnelle en vue de faire face au legs des graves violations des droits humains et du droit international humanitaire commises dans les contextes coloniaux.

Participation

102. La conception, la mise en place et l'évaluation des mécanismes de justice transitionnelle adoptés dans ces contextes doivent se faire avec la participation effective des victimes et des populations touchées et en consultation permanente avec elles.

Vérité

103. Les anciennes puissances colonisatrices, les États où la colonisation des peuples autochtones et l'oppression des personnes d'ascendance africaine subsistent sous diverses formes, ainsi que les anciennes colonies ayant obtenu leur indépendance, doivent mettre en place des mécanismes d'enquête et de recherche de la vérité dans leurs domaines de compétence et leur juridiction afin de contribuer à faire la lumière sur la violence coloniale, ainsi que sur l'oppression, le racisme, la discrimination et l'exclusion que subissent ces peuples aujourd'hui.

104. Ces processus doivent s'accompagner des réformes institutionnelles et juridiques nécessaires pour garantir un accès sans restriction aux archives officielles des périodes concernées qui sont conservées dans les trois types d'États mentionnés ci-dessus. D'autres institutions susceptibles de détenir de la documentation, comme les organismes religieux, devraient également mettre leurs archives à la disposition des autorités ou des personnes intéressées.

105. Les archives doivent être accessibles aux membres des commissions de la vérité, mais il convient également de garantir qu'elles soient accessibles aux victimes et aux populations touchées, ainsi qu'à la société dans son ensemble.

106. Les archives doivent être dûment traitées, classées et conservées selon les normes déontologiques existantes afin de garantir la préservation de la documentation à l'intention des générations futures.

Réparation

107. Les anciennes puissances colonisatrices et les États où la colonisation des peuples autochtones et l'oppression des personnes d'ascendance africaine subsistent sous diverses formes doivent envisager des mécanismes permettant de réparer le préjudice causé aux victimes et aux populations touchées. Ces réparations, individuelles ou collectives, doivent viser à l'exhaustivité et inclure :

a) la satisfaction, y compris le rétablissement de la dignité des victimes, la reconnaissance du préjudice causé et des responsabilités, la diffusion d'informations à ce sujet et la présentation d'excuses publiques conformes aux exigences énoncées dans le précédent rapport du Rapporteur spécial à l'Assemblée générale (A/74/147) ;

b) la restitution des terres et des ressources naturelles, au moyen de mécanismes de restitution des terres confisquées, ou la mise à disposition d'autres terres en accord avec les personnes et les populations touchées, y compris au travers de mécanismes de réforme agraire permettant de surmonter les inégalités d'accès aux terres et aux ressources naturelles, et la restitution du patrimoine culturel et des vestiges archéologiques ;

c) l'indemnisation, y compris des dédommagements d'un montant considéré comme suffisant et respectueux compte tenu du préjudice subi par les victimes, et pour lesquels leur accord est obtenu ;

d) la réadaptation physique et psychosociale et l'accès aux droits, aux infrastructures et aux services essentiels qui garantissent une vie digne, notamment le logement, la santé et l'éducation, ainsi que l'accès à l'eau et à l'assainissement.

108. Les projets d'aide au développement qui ne sont pas assortis d'une reconnaissance de responsabilité et ne visent pas à améliorer les conditions particulières dans lesquelles se trouvent les victimes ne constituent pas des substituts adéquats aux programmes de réparation.

109. Les États ayant obtenu leur indépendance doivent, pour leur part, répondre aux besoins urgents des victimes et des populations touchées relevant de leur juridiction, en tant que garants des droits économiques et sociaux dans leur pays, comme précisé au paragraphe 107 b) et d).

Commémoration

110. Les trois types d'États mentionnés doivent adopter des mesures de commémoration qui tiennent compte de manière exhaustive des schémas, des causes et des conséquences des violations commises pendant la colonisation, ainsi que de leurs répercussions actuelles, afin de préserver le souvenir de ces faits et de les faire connaître aux générations actuelles et futures.

Garanties de non-répétition

111. Les États où la colonisation de peuples autochtones et l'oppression des personnes d'ascendance africaine subsistent sous diverses formes doivent recenser et réformer les normes, structures et processus de l'État qui perpétuent l'oppression, la violence, l'exclusion et le racisme dont ces personnes sont victimes. Ils doivent également définir et réformer les conditions matérielles, culturelles et idéologiques connexes, notamment réviser les programmes scolaires.

112. Les anciennes puissances colonisatrices et les États ayant obtenu leur indépendance doivent faire en sorte que les cadres juridiques et institutionnels ainsi que les conditions matérielles, idéologiques et culturelles de leur pays ne reproduisent pas les stéréotypes ou les pratiques discriminatoires de la période coloniale, ou toute autre forme de racisme ou d'exclusion.

Responsabilité

113. Les anciennes puissances colonisatrices et les États coloniaux doivent garantir aux victimes de violations des droits humains liées au colonialisme et de leurs conséquences actuelles, notamment l'oppression et la violence raciale, l'accès à un recours effectif devant leurs tribunaux nationaux, afin que les plaintes et les demandes de réparation pour le préjudice subi puissent être traitées sans obstacles juridiques ou procéduraux.

114. Lorsque des personnes soupçonnées d'avoir commis de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire sont retrouvées en vie, les anciennes puissances colonisatrices, les États coloniaux et les États ayant obtenu leur indépendance devraient veiller à ce qu'elles soient tenues de répondre de leurs actes ou faciliter leur extradition, selon qu'il convient.

115. Les victimes et autres personnes qui témoignent dans le cadre de ces procédures judiciaires doivent bénéficier de mécanismes de protection et d'une assistance juridique et psychosociale adaptée, compte tenu des besoins et des caractéristiques propres aux violations subies.

116. La communauté internationale doit appuyer les efforts nationaux déployés pour faire face au legs des violations commises dans les contextes coloniaux, au moyen de mécanismes de vérité, de justice, de réparation et de commémoration, et de garanties de non-répétition.